

<http://www.snetap-fsu.fr/Occitanie-boycott-du-CA-du-18-juin.html>



Occitanie : boycott du CA du 18 juin

- En Région -

Date de mise en ligne : mardi 19 juin 2018

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

Ce jour, lundi 18 juin 2018, l'intersyndicale [SUD-FSU](#) de l'établissement public d'enseignement agricole de Toulouse-Auzeville a boycotté la réunion du conseil d'administration.

Seul le représentant du conseil départemental de la Haute-Garonne a refusé de siéger en signe de solidarité et de soutien à notre égard.

Nous regrettons que le CA se soit déroulé et restons convaincus qu'il était important, d'une part, de lancer un signal fort pour défendre la pérennité de l'enseignement agricole public et stopper les réformes en cours, et, d'autre part, d'un point de vue local, dénoncer des propos de la direction pour le moins contestables, relatifs :

- au « maintien des effectifs au lycée » ;
- à « l'actualisation du projet d'établissement » alors que celui-ci n'a jamais été concerté et validé ;
- aux perspectives budgétaires, toujours aussi floues.

Nous appelons toute la communauté éducative (agent.es techniques, agent.es administratifs, enseignants) ainsi que les apprenant.es et les parent.es à prendre en compte les dangers qui planent au dessus de nos têtes et à participer activement aux actions que nous allons mener.

üCi-dessous la déclaration de boycott

Toulouse , 18 juin 2018

üüLES REPRESENTANTS DES PERSONNELS DE LA LISTE INTERSYNDICALE NE SIEGERONT PAS AU CA DU 18/06/2018

Depuis son installation, il y a tout juste un an, le gouvernement multiplie les attaques contre l'ensemble des citoyen.nes, salarié.es publics et privés, jeunes et retraité.es.

Il utilise pour cela tous les moyens, y compris les plus autoritaires : législation par ordonnance, simulacre de concertation, et à un rythme tel qu'il ne permet pas une réelle expression et concertation.

Aujourd'hui, même si l'ensemble de la communauté éducative se concentre à accompagner aux examens les élèves, apprentis, étudiants, stagiaires, il est primordial de ne pas baisser les yeux sur la situation cataclysmique de l'[EPL](#) et en général sur celle de l'enseignement agricole public.

Au niveau local, l'étude des documents préparatoires au CA, montre :

- - une diminution des effectifs prévisibles au lycée, affaiblissement corrélé avec plusieurs décisions prises (arrêt de l'allemand par exemple) et un contexte local (ouverture du lycée de Villefranche) qui n'a pas été assez anticipé ;
- - au niveau du CFAAH une incertitude pesante sur l'ouverture de formations (DIMA, [BTSA TC](#)), formations qui répondent pourtant à des missions de service public.

Toutes ces problématiques génèrent un stress et une difficulté à se projeter pour les équipes. Ainsi des difficultés d'ordre organisationnel, autant d'un point de vue administratif que pédagogique, émergent et rendent les conditions de travail difficiles.

Pire encore, tout laisse penser que l'année 2018/2019 sera sous une gestion d'austérité.

Une fois de plus, la direction va devoir accompagner ces coupes budgétaires et demandera aux agents de faire autant ou plus avec moins.

Au niveau national la réforme de l'apprentissage et de la formation professionnelle portée dans la loi « pour la liberté de choisir son avenir professionnel » est une attaque contre le système éducatif et le service public.

Elle vise à satisfaire une idéologie libérale en transférant aux branches professionnelles la gestion et la gouvernance de l'apprentissage qui sort donc de la compétence publique et qui se privatise.

Que dire de la branche du paysage ou même de celle de l'agriculture ?

En l'état de la loi, ce sont des centaines de CFAA qui vont être menacés, des personnels qui risquent de perdre leur emploi, des dizaines d'agents dans l'EPL. Et pourtant la ministre du travail qui porte cette loi se déplace dans les MFR (structure privée), communique et en vante les grandeurs par voie de radio publique ou de tweets. Nous condamnons cette posture idéologique.

La réforme du lycée et de la voie générale et technologique sonne comme un coup de massue qui de fait va fragiliser le BAC S et STAV ou concourir à leur mise en extinction. Les propositions du ministère de l'agriculture, son inertie et manque d'ambition aggravent la situation.

C'est donc l'existence de l'enseignement agricole public qui pourrait être remise en cause.

Que dire de Parcours sup, une machine infernale qui prépare le terrain à un système de sélection et de tri social, géographique inédit dans l'histoire républicaine du baccalauréat.

C'est un moyen pervers de mettre les élèves et les familles dans un état d'inquiétude et de stress en pleine révision.

C'est tout simplement scandaleux quand des élèves s'opposent à ce système, sont considérés comme dangereux et mis en garde à vue, tout simplement scandaleux quand le gouvernement s'attaque à la jeunesse de ce pays.

Face à ce diktat idéologique, nous ne nous résignerons pas et ne laisserons pas casser l'enseignement agricole public sans réagir.

Ainsi les représentants des personnels de la liste intersyndicale s'engagent dans un mouvement et ne siégeront pas au conseil d'administration de l'[EPLFPA](#) de Toulouse-Auzeville

C'est pour défendre l'enseignement agricole public, le service public, et la jeunesse de ce pays que nous appelons à un boycott du conseil d'administration du 18/06/2018.

Ainsi, nous invitons tous les administrateurs qui sont sensibles à ces préoccupations à mettre tout en oeuvre pour s'opposer à l'ensemble de ces attaques et à ce rouleau compresseur en nous rejoignant dans cette action de boycott et à ne pas siéger au CA du 18 juin 2018.